

CAHIER  
DE L'ASSEMBLÉE PARTIELLE  
*DU TIERS-ÉTAT*  
DE  
LA VILLE DE PARIS;  
SÉANTE EN L'ÉGLISE  
DE S. NICOLAS-DES-CHAMPS.

---

Care

FRC

6287

M2W 11734

CHILDR

THE NEWBERRY LIBRARY

DU TIRAGE

LA VILLE DE PARIS

REGISTRE DE MORTS

ET MARIAGES



# PROCÈS-VERBAL

DE L'ASSEMBLÉE PARTIELLE

## DU TIERS-ÉTAT,

Tenue en l'EGLISE DE S. NICOLAS-DES-CHAMPS.

*Quartier Saint-Denys. Premier District.*

AUJOURD'HUI Mardi, vingt-un Avril mil sept cent quatre-vingt-neuf, en l'Assemblée convoquée par affiches en exécution des mandemens de MM. les Prévôt des Marchands & Echevins, le sieur Pierre Rousseau se disant nommé par commission spéciale en date du dix-huit de ce mois, par mesdits sieurs Prévôt desdits Marchands & Echevins, à l'effet d'assembler les habitans domiciliés dans l'arrondissement du 1.<sup>er</sup> district, quartier Saint-Denys, en l'église de Saint-Nicolas-des-Champs, lieu de réunion de l'Assemblée desdits habitans, tous nés françois ou naturalisés & âgés au moins de vingt-cinq ans, & lesdits habitans s'étant assemblés audit lieu pour obéir aux ordres du Roi portés par ses Lettres, données à Versailles le huit Mars dernier pour la convocation & tenue des États-généraux du Royaume, & satisfaire aux dispositions du Règlement arrêté par Sa Majesté

le treize du présent mois, ainsi qu'à l'Ordonnance y relative desdits sieurs Prévôt des Marchands & Echevins, & après avoir justifié de leurs droits d'admission en ladite Assemblée & de celui de voter pour le choix des Électeurs dudit district Saint-Denys, ont déclaré avoir une parfaite connoissance de tout ce qui est contenu audit Règlement, ainsi que dans lesdites Lettres du Roi, tant par la lecture qui en a été faite par M. Bon-Maximilien Thomas, Avocat en Parlement, choisi par ledit sieur Rousseau pour Greffier, que par les publications antérieures & affiches ci-devant mises.

Après quoi ledit sieur Rousseau assisté de MM. Etienne-Innocent Chavet, Conseiller du Roi, Notaire à Paris, y demeurant, rue Saint-Martin, Toussaints-Nicolas Garnier, aussi Notaire à Paris, rue Saint-Martin, Jean Maugé, Procureur au Châtelet, susdite rue Saint-Martin, Claude-Louis Dulion, Procureur en la Chambre-des-Comptes, demeurant aussi susdite rue Saint-Martin, qu'il avoit choisis pour Scrutateurs parmi les personnes Notables dudit district, ayant procédé à la vérification du nombre des personnes présentes en ladite Assemblée, & après avoir constaté, par l'énumération exacte des billets, qu'il y avoit trois cent quarante-trois votans; ledit sieur Rousseau a alors annoncé que la nomination des Électeurs devoit être fixée au

nombre de quatre, à raison d'un sur cent personnes présentes, de deux, de cent à deux cents, conformément à l'article XVIII dudit Règlement; & qu'en conséquence lesdits habitans devoient inscrire sur leurs feuilles imprimées qui leur avoient été remises en entrant par le préposé, à cet effet, les noms des quatre personnes du district, tant absentes que présentes, qui leur paroïtroient les plus dignes de les représenter à titre d'Électeurs.

Cette déclaration faite, & chacun ayant repris sa place, il a été fait une motion tendante à protester contre le Règlement. 1.° En ce qu'il fait de la Commune de Paris un partage qui tend à la détruire, & à rendre illusoïre la double députation qui a toujours appartenu à la ville de Paris: en ce que par des distinctions nouvelles entre les Bourgeois de Paris, qualité devant laquelle toutes les autres doivent s'évanouir, il peut rallumer des discordes mal éteintes entre des ordres dont l'intérêt est de réunir leurs forces pour assurer leur liberté commune.

2.° En ce que le Règlement donne à l'Assemblée un Président, des Assesseurs & un Secrétaire qui ne sont point de son choix.

3.° En ce que le Président constitué qui n'est qu'un Commissaire du Roi, & les Assesseurs par lui choisis, sont laissés seuls arbitres des suffrages.

4.° En ce que le Règlement ordonne que

chaque Assemblée ne pourra choisir des Représentans que dans son district.

5.° En ce qu'il tend à ôter aux Assemblées des districts de la Capitale du Royaume le droit de faire ses plaintes & doléances d'une manière libre & sûre, & de donner des instructions à ceux qui sont choisis par elle, droit dont a joui librement le dernier Village du Royaume.

6.° Enfin, protestation contre le retard qui a été apporté à la convocation de la Commune de Paris & à la précipitation étrange avec laquelle on la force de procéder à l'élection de mandataires dépourvus de mandats suffisans.

Il a été observé ensuite, qu'encore que le Règlement ne doive être regardé que comme une simple instruction, & non comme une loi, n'en ayant pas les caractères, cependant il est quelques articles qui même en donnant matière à de justes protestations, paroissent pouvoir être suivis avec quelques modifications convenables; attendu la nécessité impérieuse où sont les membres de l'Assemblée, de profiter du premier moment où leurs droits de Citoyens leur sont en partie rendus.

Ainsi, à l'égard de l'article qui concerne les Président, Assesseurs & Greffier, comme ceux qui se présentent dans l'Assemblée n'ont personnellement aucun motif d'exclusion contr'eux, & que les momens sont trop chers pour les con-

sumier en de vaines disputes, il est de la prudence de l'Assemblée, tout en protestant contre le Règlement, de les laisser dans les fonctions qui leur ont été attribuées, bien entendu qu'ils n'en devront la continuation qu'au suffrage libre de chacun des Membres de l'Assemblée, & qu'il en sera fait mention dans le présent procès-verbal. Comme aussi que l'Assemblée procédera à la nomination de quatre Scrutateurs, pour assister ceux déjà choisis par le Subdélégué dudit sieur Prévôt des Marchands.

Qu'encore qu'il soit injuste de forcer des Citoyens à donner leurs suffrages à ceux qu'ils connoissent le moins, cependant telle est la fatalité des conjonctures où se trouvent le Membres de l'Assemblée, qu'elle exige peut-être pour cette fois seulement, & sans tirer à conséquence, sous la réserve de faire statuer d'une manière fixe & invariable, que dorénavant la Commune soit assemblée suivant une forme plus constitutionnelle, l'on suive, à certains égards & par provision le Règlement dont le tems ne permet pas de solliciter la réformation de la justice d'un Monarque, dont l'intention paroît n'avoir pas été remplie.

Mais comme, ayant de choisir un Mandataire, il faut avoir un mandat à lui confier, il est de la plus grande importance que l'Assemblée, avant de s'occuper de toute autre chose, & de songer à l'élection de ses Représentans, élection qui un

fois faite, ameneroit la dissolution de l'Assemblée, il est important qu'au préalable elle s'occupe d'une rédaction de cahier, tel que la brièveté du tems pourra le comporter; que chaque Citoyen qui compose l'Assemblée puisse faire le premier acte de sa liberté, en rendant publiques, ses idées & ses vues, & par-là contribuer réellement à la régénération de l'Etat.

Il paroît donc nécessaire de choisir, dans l'Assemblée, des Commissaires qui rédigent de suite & le plus brièvement possible, un cahier qui soit ensuite lu à l'Assemblée, & qui, après avoir été approuvé par elle, soit remis aux Electeurs qui seront chargés de les porter à l'Hôtel-de-Ville.

Cette motion faite & ayant été agréée de toute l'Assemblée, d'une voix unanime, le sieur Rousseau a été requis de déclarer s'il entendoit se dépouiller de la qualité de Président à lui donnée par les sieurs Prévôt des Marchands & Echevins, pour accepter la nomination libre & volontaire que pourroit faire de lui la présente Assemblée, pour remplir les fonctions de Président d'icelle, & la même demande ayant été faite aux quatre Scrutateurs, ci-devant nommés, ledit sieur Rousseau a déclaré qu'il ne pouvoit ni ne devoit se départir d'une qualité qui lui a été conférée; l'Assemblée desirant toujours, par considération personnelle pour ledit sieur Rousseau, & ses Assesseurs; nommer ledit

leur Rousseau pour présider, & les quatre personnes par lui annoncées, pour Assesseurs, leur a demandé, s'ils consentoient s'en tenir au vœu unanime, volontaire & libre de l'Assemblée, ce qu'ils n'auroient pas voulu accepter, voulant cumuler leur nouvelle nomination avec celle qu'ils avoient déjà.

En conséquence l'Assemblée a, par acclamation, déclaré qu'elle n'entendoit plus être présidée par ledit sieur Rousseau, mais au contraire que son intention étoit de se nommer, par la voie du scrutin, tant son Président que ses Scrutateurs & Greffiers, pourquoi elle requéroit que les Archers, Gardes de la Ville, qui se trouvoient présents & accompagnoient ledit sieur Rousseau, se retirassent, ce que ledits Archers ayant fait, & l'Assemblée se trouvant libre dans ses suffrages par la retraite dudit sieur Rousseau, on s'est occupé de différens objets de délibérations, pendant lesquelles, sont intervenus Messieurs Marty, Chevalier de Chiténay, & M. Ferrand, Conseiller au Parlement, lesquels ont déclaré qu'ils étoient députés par la Noblesse assemblée cejourd'hui au district des Petits-Peres, à l'effet de faire part à l'Assemblée de l'Arrêté fait par elle le vingt-un de ce mois.

Et après que lecture a été faite dudit Arrêté contenant, entr'autres choses, que les Membres

de leur Assemblée ont protesté contre la destruction faite des Communes par le Règlement & déclaré qu'ils ne vouloient avoir dans les Assemblées libres de cette Capitale, d'autre qualité que celle de Bourgeois de Paris, ainsi que des motifs qui y ont donné lieu, l'Assemblée y a répondu par diverses acclamations.

Et en reprenant le cours des opérations qui avoient été suspendues, sont encore intervenus Messieurs les Députés de l'Assemblée partielle des Nobles de Paris, convoquée dans l'Eglise de l'Oratoire, & prorogée au lendemain dans la Chambre du Conseil du Châtelet de Paris, lesquels ont fait part que leur dite Assemblée avoit cru devoir commencer cette seconde séance par renouveler leurs protestations dans tous les points, & particulièrement sur la violation également contraire aux principes, aux usages, consacrés & aux vœux actuels & constans de la Noblesse, de ne pas se séparer en aucune manière de ses Concitoyens, comme ayant à ne former que les mêmes vœux & à ne traiter que des intérêts communs; qu'en conséquence ladite Assemblée avoit unanimement décidé d'ajouter une nouvelle forme à sa protestation par les instructions données à ses Électeurs, & relatives aux intérêts de la Commune; instructions qui seroient communiquées aux soixante Assemblées aussi-tôt qu'elles auroient été entièrement décidées, &

que l'Assemblée avoit pareillement arrêté qu'il seroit député aux soixante Assemblées pour leur faire part desdites résolutions, & les assurer de leurs desirs de concourir de toute leur puissance aux sentimens de concorde, d'union & de fraternité qui doivent faire à-la-fois leur bonheur & leur force.

Lesdits sieurs Députés, se retirant, sont aussi intervenus Messieurs les Députés de la Noblesse partielle assemblée à Saint-Martin, lesquels ont dit que leur Assemblée avoit protesté contre tout ce que les Règlemens des vingt-huit Mars dernier & treize Avril présent mois renfermoient de contraire aux droits de tous les Ordres par la formation des différentes Assemblées de la ville de Paris; le surplus des réclamations desdits sieurs Députés, ainsi que de ceux de l'Assemblée de l'église des Petits-Peres, place des Victoires, & de l'Assemblée du Châtelet qui sont aussi intervenus, se trouvant en tout conforme, & mesdits sieurs les Députés de la Noblesse ayant déclaré qu'elle se réunissoit à la Noblesse des différentes Provinces, qu'elle entendoit contribuer avec le Tiers-Etat également sous la même forme & dénomination, & en proportion de ses facultés aux impositions qui seront jugées nécessaires pour subvenir aux charges & besoins de l'État, & qu'elle invitoit MM. du Clergé dont elle connoissoit le zèle & les sentimens, à suivre son

exemple , & desiroit que lesdits Députés des différens Ordres réunis le vingt-trois du courant, jour de l'Assemblée générale, formassent ensemble un seul vœu & un seul cahier , pour représenter, autant qu'il seroit possible, la Commune qui étoit dans l'usage de faire le cahier de la bonne Ville de Paris. Lesquelles députations ont été reçues avec les plus vives acclamations de la présente Assemblée, qui a chargé chacun de mesdits sieurs Députés de ses sincères remerciemens pour la Noblesse, & du concours qu'elle desire former avec tous les Ordres de l'État.

Sont intervenues en outre les Députations, au nombre de vingt-deux, des différens districts du Tiers-Etat, lesquelles ont fait part à l'Assemblée des différentes opérations qui s'étoient passées dans leurs districts; elles ont été reçues en conséquence avec joie & reconnaissance.

Lesquelles Députations retirées, il a été, par ladite Assemblée, procédé, par la voie du scrutin, à la nomination de son Président, de ses Scrutateurs qu'elle a unanimement arrêté au nombre de quatre, & des deux Greffiers; duquel scrutin il est résulté qu'à la pluralité de cent vingt-trois voix, Monsieur Delondre, Marchand Epicier, Droguiste à Paris, y demeurant, rue des Arcis, Paroisse Saint-Jacques & des Saints Innocens, a été élu pour

Président de la présente Assemblée ; Messieurs Victor de Chantereyne, Avocat au Parlement, demeurant à Paris, rue des Lombards, même Paroisse, à la pluralité de cent dix voix ; François Barthélemi le Febvre, ancien Garde-du-Corps de la Draperie - Mercerie, demeurant à Paris, rue Quincampoix, Paroisse Saint Nicolas-des-Champs, à la pluralité de cent sept voix ; Joseph-Jean-Chrysostome Farcot, Négociant, rue Quincampoix, Paroisse Saint-Merry, à la pluralité de cent cinq voix, & Antoine-François Fremin, Avocat en Parlement, demeurant à Paris, rue des Ecrivains, Paroisse Saint-Jacques & des Saints Innocens, à la pluralité de cent voix, ont tous été nommés Scrutateurs. Monsieur Remy-Clément Goffe, agréé au Consulat de cette Ville, y demeurant, rue de la vieille Monnoie, Paroisse Saint-Jacques & des Saints Innocens, à la pluralité de soixante-sept voix a été élu Secrétaire, & Monsieur Pierre-Jacques Brunet, Procureur au Châtelet de Paris, y demeurant, rue Salle - au - Comte, à la pluralité de trente-huit voix, a aussi été élu Secrétaire.

Lesquelles nominations ainsi faites, ladite Assemblée a unanimement, & par acclamation, nommé pour Commissaires à l'effet de procéder à la rédaction de ses Cahiers & doléances, MM. Louis le Comte, Marchand Mer-

cier à Paris, y demeurant, rue Salle-au-Comte; Louis-Achille Andry, Marchand Mercier à Paris, y demeurant, rue Saint-Denys, Paroisse Saint-Jacques & des Saints Innocens; Louis-Désiré Bouvier, Marchand Mercier, rue Saint-Denys, Paroisse Saint-Leu & Saint-Gilles; Barthélemi Chossinon, Marchand Epicier à Paris, y demeurant, rue Saint-Martin, Paroisse Saint-Josse; Charles Lesguillers, Marchand Epicier à Paris, y demeurant, rue des Lombards, Paroisse Saint-Jacques & des Saints Innocens; Michel Dumas, Marchand Epicier, rue des cinq Diamans, même Paroisse; André Fadeau, Procureur au Parlement de Paris, y demeurant, rue Quincampoix, Paroisse Saint-Merry; Jean-Baptiste Séjourné, Négociant, rue des Arcis, Paroisse Saint-Jacques & des Saints Innocens; Victor-Joseph Miróy, Avocat en Parlement, y demeurant, rue des Lombards, même Paroisse; François-Gérard de Bury, Procureur au Parlement de Paris, y demeurant, rue Saint-Martin, Paroisse Saint-Merry; lesquels assistés desdits sieurs Scrutateurs se sont occupés de la rédaction desdits Cahiers, & ladite Assemblée a en outre arrêté qu'un double de son procès-verbal seroit déposé, par M. le Président, chez un Notaire de cette Ville.

Et pour l'approbation desdites nominations & élections, & généralement de tout ce que

dessus, l'Assemblée a signé ledit présent procès-verbal.

Toutes ces opérations faites; nous Président susdit, ayant considéré que si l'élection des personnes que cette présente Assemblée devoit nommer pour ses Représentans étoit bornée à raison d'un par cent, de deux, de cent à deux cens, le nombre de trois cens Electeurs qui doivent représenter le Tiers-Etat dans l'Assemblée, du vingt-quatre du présent mois, ne pourroit être rempli; que les diverses Assemblées des soixante districts de cette Ville, ayant voté pour augmenter ce nombre déterminé par le Règlement, ce qui démonstroît l'inconséquence d'icelui, & la validité des protestations qu'il a occasionnées, il paroïssoit convenable, au lieu de quatre Représentans que cette Assemblée auroit droit de nommer, d'en nommer un plus grand nombre; que c'étoit d'ailleurs le vœu qui avoit été annoncé par toutes les députations faites à cette Assemblée, dans le cours de ses opérations, pourquoi nous avons cru devoir soumettre à l'Assemblée que nous présidons, nos différentes réflexions sur tous ces points; & ladite Assemblée ayant demandé, d'une voix unanime, de fixer à dix ses Représentans, dont les quatre, qui, par la voie du scrutin, réuniroient le plus de suffrages, ne pourroient jamais cesser d'être lesdits Représentans, & les six

autres, seroient admis pour concourir à la formation du nombre déterminé pour former les trois cens Electeurs, à condition que si de ces six, un, deux, ou plus grand nombre étoit choisi, pour parfaire ledit nombre de trois cens, ce seroit toujours ceux qui auroient le plus réuni de suffrages, qui auroient la préférence.

Il a été procédé par l'un de nos Secrétaires à l'appel de toutes les Personnes composant la présente Assemblée, sur les bulletins que chacun avoit remis lors de son entrée en la présente Assemblée, & à mesure de cet appel, les Personnes nommées se sont tour-à-tour transportées à la boîte du scrutin où elles ont séparément les unes après les autres, mis leur bulletin électif dans ladite boîte, en présence desdits Sieurs Scrutateurs ci-devant nommés; ce qui ayant été terminé, lesdits bulletins ont été tirés de ladite boîte les uns après les autres, & avons fait inscrire à sur & mesure les noms de ceux dénommés en chacun desdits bulletins dont nous avons fait un extrait général, duquel nous avons ensuite extrait les noms des Personnes qui avoient réuni le plus grand nombre des suffrages; & qui sont:

M. Delondre pere, Marchand Epicier, à la pluralité de cent vingt-une voix; Fremin, Avocat, à la pluralité de cent dix-huit voix; Lefebvre,

Lefebvre , Négociant , à la pluralité de cent sept voix ; de Chantereyne , Avocat , à la pluralité de cent une voix ; Farcot , Négociant , à la pluralité de cent voix ; Lesguillers , Négociant , à la pluralité de soixante-dix voix ; Andry , Négociant , à la pluralité de soixante-cinq voix ; Garnier , Négociant , à la pluralité de cinquante-une voix ; Séjourné , Négociant , à la pluralité de cinquante voix ; Dumas , Négociant , à la pluralité de quarante-quatre voix. Lesquels dénommés ont été proclamés élus comme Représentans la présente Assemblée , ce qu'ils ont accepté , & il leur a été remis par nous les Cahiers & Doléances que les Commissaires de la présente Assemblée avoient été chargés de rédiger pendant le cours d'icelle , & qu'ils venoient de nous remettre , à l'instant après que mention de leur annexe à ces présentes a été faite sur iceux par nos Secrétaires , & signés d'eux & de nous.

Et de tout ce que dessus , nous avons dressé le présent Procès-verbal , ouvert le Mardi vingt-un Avril mil sept cent quatre-vingt-neuf , à neuf heures du matin , & continué dans ladite Assemblée , pendant sa durée , sans aucune interruption , de jour ni de nuit , jusques cejour-d'hui Mercredi , vingt-deux Avril mil sept cent quatre-vingt-neuf , onze heures de relevée , & avons signé avec nosdits Secrétaires ces présentes :

|                 |           |
|-----------------|-----------|
| LOUIS DELONDRE. | ANDRY.    |
| FREMIN,         | GARNIER,  |
| LEFEBVRE,       | SÉJOURNÉ, |
| DE CHANTEREYNE, | DUMAS,    |
| FARCOT,         | GOSSE,    |
| LESGUILLERS,    | BRUNET,   |

} *Secrétaires.*

*CAHIER de l'Assemblée partielle du Tiers  
en l'Eglise de S.-Nicolas-des-Champs,  
Quartier Saint-Denys. I.<sup>er</sup> District.*

LE district demande :  
QUE les Etats-Généraux s'occupent , avant  
tout, de la forme à donner à la représentation  
nationale pour l'avenir.

Qu'il soit établi, comme maxime fondamen-  
tale, la liberté individuelle de chaque citoyen,  
la liberté de la Presse, sagement modifiée.

La liberté entière du Commerce épistolaire.  
La nécessité du consentement de la Nation à  
tous Impôts directs ou indirects, même à tous  
Emprunts.

La suppression de tous Impôts distinctifs  
entre les différens Ordres.

La réduction, s'il est possible, de tous les  
Impôts en un seul non susceptible d'arbitraire,  
avec mesures nécessaires pour éviter les frais de  
perception.

Consolidation de la Dette nationale.

Retour périodique des Etats-Généraux , & fixation par lesdits Etats-Généraux eux-mêmes du jour de l'Assemblée prochaine , époque à laquelle l'Impôt établi cessera.

La responsabilité des Ministres.

Suppression de toutes Evocations & Commissions qui tendent à soustraire les Citoyens à leurs Juges naturels.

Suppression de tous Arrêts de surseances & de défenses , de tous Saufs-conduits & Lieux privilégiés.

Réformation des Loix Civiles & Criminelles , & en particulier de l'Ordonnance du Commerce.

Qu'il soit fait un Règlement pour le fait des Faillites , & sur-tout pour les Revendications.

Etablissement d'une Chambre de Commerce pour la ville de Paris , & d'un Comité qui connoitra des Faillites.

Suppression des Loteries , du Mont-de-Piété , de la Caisse de Poissy , des abus de la Voierie & autres Etablissmens vexatoires.

Barrières reculées aux Frontières.

Libre sortie & sans droits de toutes Marchandises fabriquées dans le Royaume.

Uniformité de Poids & Mesures.

Que l'échéance des Effets de Commerce , & le délai pour faire le Protêt , soit rendu uniforme dans tout le Royaume.

Que toutes Séparations de biens entre mari & femme, même non Marchands, soient rendues publiques.

Suppression de la Vénalité de toutes les Charges quelconques, & habilité à tous Citoyens indistinctement d'y être nommés.

Suppression en particulier des Offices municipaux de la ville de Paris, dont les Officiers seront dorénavant tous éligibles, & les anciens Echevins continueront de faire partie du Conseil de Ville.

Qu'il ne soit désormais fait aucune altération dans les Monnoies, sans le consentement de la Nation.

Qu'il soit pris les précautions les plus sévères & les mesures les plus efficaces pour prévenir le prix excessif des Grains.

Suppression de la Régie des Guirs.

Révision des Statuts actuels de toutes les Communautés.

Rétablissement de la Pragmatique-Sanction, & révocation de tous les Edits, Ordonnances, Arrêts & Règlemens intervenus depuis à ce sujet.

Qu'il soit rendu un Compte public & annuel de l'Administration des Hôpitaux.